
Les Arabes entre compromis politiques et refus ontologiques

Salame

Abstract

The Arabs, Between Political Compromises and Ontological Refusais, by Ghassan Salame

The real legitimacy of Israel is the one the Israeli draw from the holocaust. But the Arabs do not feel concerned by what happened in Europe, during World War II. They perceived the war as a régional European conflict, which the United States and Japan have joined in a rather inexplicable manner. The analogy that continues to prevail is the Crusade one. Israel is a « fait accompli » imposed by external forces which carries with it the seeds of its ultimate defeat.

Résumé

La légitimité effective de l'Etat d'Israël est celle que les Israéliens tirent de l'holocauste. Mais les Arabes se sentent étrangers à ce qui s'est passé en Europe au cours du second conflit mondial, qu'ils perçoivent comme une guerre régionale européenne à laquelle le Japon et les Etats-Unis se sont joints d'une manière presque inexplicable. La grille de lecture de l'Etat croisé continue de dominer. Israël est un fait accompli, imposé de l'extérieur et qui porte en lui le germe de sa défaite finale.

Citer ce document / Cite this document :

Salame. Les Arabes entre compromis politiques et refus ontologiques. In: Politique étrangère, n°2 - 1988 - 53^eannée. pp. 365-383;

doi : 10.3406/polit.1988.3774

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1988_num_53_2_3774

Document généré le 10/06/2016

Ghassan SALAME *

Les Arabes entre compromis politiques et refus ontologiques

*« Pourquoi fourrer mon nez dans une guerre qui n'est pas la mienne ?
Pas la mienne ?
Et si c'était le cas au contraire, et qu'il soit temps que je le comprenne ! »*

(Anton Shammas, *Arabesques*, Actes Sud, Paris, 1988, p. 253).

Tout est déjà là : les arguments inlassablement répétés, les craintes profondément ressenties, les appels angoissés à l'Occident. Tout est déjà dans ce petit opuscule publié autour de 1919 par « Les amis de la Terre sainte » (248, bd Raspail, Paris) et dont le titre ne saurait être plus clair : *L'Etat juif en Palestine : opinion d'un indigène*. L'auteur y fait preuve d'une grande lucidité. Que l'on ne lui dise pas que Lord Balfour n'a promis aux juifs qu'un simple « foyer » : « *Si foyer juif* » et « *Etat juif* » ne désignent pas en fait une seule et même chose, le second est l'aboutissement logique et immanquable du premier ». La signification du projet sioniste en Palestine est donc d'abord politique : « *Malgré tous les euphémismes, et sous quelque forme qu'il se présente, un Etat juif en Palestine constitue à nos yeux la domination d'une race ou d'un culte, et une telle domination nous semble en flagrante contradiction avec les principes proclamés par les Alliés, préjudiciable aux intérêts du pays et portant en elle le germe de graves complications* ». S'adressant ensuite directement aux Occidentaux qui venaient de défaire (dans les deux sens du terme) l'Empire ottoman, sous les applaudissements de nombreux « indigènes », l'auteur poursuit : « *un changement de joug n'est pas la libération promise ; si l'on n'est arraché à la domination turque que pour passer sous celle d'une autre race, fût-elle la race élue, le changement n'a rien d'attrayant* ».

Suit une discussion de *L'Etat juif* de Theodor Herzl, des écrits de Pinsker et des résolutions du premier congrès sioniste. Lucide, là aussi, l'auteur insiste sur la centralité de la question de la terre, qui a des indigènes pour la

* Professeur associé à l'Université de Paris-I et à l'Institut d'études politiques, Paris.

travailler et dont ils sont propriétaires. Il cite un sioniste notoire, le professeur Zangwill, « *qui croit pouvoir éviter ce dilemme en éliminant de prime abord, moyennant indemnité pécuniaire, l'élément Gentil qui occupe actuellement la Palestine. Si ces malheureux se montraient récalcitrants, il en aura raison, en déclarant dans son zèle de néophyte, que ce sont des nomades et, comme tels, passibles d'expropriation* ». L'auteur évoque ensuite, avec prémonition, « *l'irrédentisme sioniste, d'une envergure peu ordinaire* » et qui expliquera, pour ses lecteurs, toute l'ambiguïté qui entoure jusqu'à aujourd'hui les frontières de l'Etat d'Israël. Se lançant ensuite dans des arguments bibliques, il insiste sur le fait qu'en Palestine, les juifs, venus de Chaldée, étaient des étrangers. Exit l'argument religieux.

L'argument diplomatique le suit : « *les puissances européennes auront à lutter continuellement contre les tendances expansionnistes qui découlent du principe même du sionisme. Ce sera la réédition de la question balkanique* ». L'épineuse question de la « double loyauté » est, elle aussi, prémonitoirement évoquée à travers « *la répercussion que le Judaïsme, constitué en Etat, pourrait avoir sur les affaires intérieures des pays qui comptent parmi leurs habitants un élément juif* ». L'histoire est ensuite mise à contribution dans cette ample démonstration : « *Pourquoi, se demande l'auteur, les indigènes doivent-ils s'accommoder d'une Palestine juive quand l'Espagne n'a pas su s'accommoder d'une Andalousie arabe ?* ». Faisant ensuite allusion aux Etats croisés, et en particulier au royaume latin de Jérusalem, « *qui disparut en 1099 après une durée de moins de cent ans* », il ne peut s'empêcher de penser que les deux Etats, croisé et juif, procèdent d'un seul et même principe, c'est-à-dire « *d'un mouvement sentimental plus ou moins intense, plus ou moins justifié, et non du concours logique et régulier des facteurs nécessaires pour constituer un Etat stable* ». L'auteur reprend ensuite les arguments, plus connus, sur l'importance de la Palestine aux yeux des musulmans et des chrétiens, qui empêchent les uns et les autres d'accepter une juridiction juive sur elle. Il termine sur une interrogation logique et d'actualité : pourquoi les sionistes sont-ils si insistants : créer un Etat juif en Palestine ou ailleurs, « *serait abdiquer cette souveraineté de fait qui s'étend de la Tamise jusqu'au Potomac pour se mettre au rang d'un Joseph Smith et de ses Mormons* ».

L'auteur de cet opuscule n'est ni un antisémite parisien, ni un fondamentaliste islamique mais chéikh Youssef el-Khazen, un notable maronite, modéré et cultivé du Kisrouan, dans la montagne libanaise. Ceux qui sont familiers des écrits arabes sur la Palestine savent la permanence de ces thèmes développés il y a près de soixante-dix ans. De nouveaux livres sortent pour reprendre l'argument biblique, des colloques se tiennent (le dernier au Caire fin 1987) pour comparer Israël aux Etats croisés. Le Comité de Jérusalem, présidé par le roi du Maroc, défend le caractère islamique de la Ville sainte. L'expansionnisme israélien est sur toutes les bouches, et les jeunes arabes agitent déjà la menace implicite de l'expression « du Nil à l'Euphrate ». Si l'on s'étonne, en Europe, que de tels arguments soient encore frais, c'est que les deux cultures vivent dans deux périodes différentes. Les Arabes ont vu naître et se réaliser à leurs dépens, dans un mouvement unique, commencé au siècle dernier et qui n'a pas cessé depuis, le projet sioniste. L'Europe, elle, est obsédée par la rupture de la Seconde Guerre mondiale.

Car la légitimité effective de l'Etat d'Israël, celle qu'Elie Weisel répète à volonté, celle qui touche François Mitterrand et fait payer par l'Allemagne des dommages de guerre à Israël, c'est celle que les Israéliens tirent de l'holocauste. Un peuple passé par une telle expérience aurait des droits qui paraissent d'une autre nature que les protestations gauches de quelque notable palestinien en mal de notoriété, ou de paysans incultes qui ne savent pas ce qu'a été Dachau. C'est ainsi que Jacques Chancel a cru fêter les quarante ans d'Israël, à travers un détour par Auchwitz, pour bien faire le lien entre l'Etat à présent installé au Levant et la tragédie bien européenne du nazisme. Israël paraît être dans cette perspective un volet essentiel de la victoire des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale, comme la déclaration Balfour avait été un appendice de leur victoire dans la Première. Seul un résistant irréprochable comme le général de Gaulle pourrait un jour oser inscrire une distance entre les Alliés et Israël, ce que Shimon Pérès interprétera à tort comme « *une ignorance en matière juive, frisant l'insulte* ».

Mais cette légitimité israélienne, recueillie *en cours de chemin*, des décennies après l'installation en Palestine des premiers sionistes, est étrangère à l'appréciation du fait israélien par ses voisins et victimes. Les Arabes ont, à raison d'ailleurs, de la difficulté à considérer la Seconde Guerre mondiale comme une guerre vraiment mondiale. Eux, du moins, n'y étaient guère parties, même si la propagande israélienne n'a cessé de monter en épingle tout contact même innocent entre les Arabes de l'époque et les puissances de l'Axe, comme pour impliquer les Arabes, contre toute logique, dans le projet nazi, et partant dans l'horreur de l'holocauste, et les amener ainsi à accepter la légitimité effective d'Israël, celle d'un remède, d'une compensation à la folie destructrice d'Hitler.

Les Arabes, bien sûr, ne sont pas prêts à jouer ce jeu, eux qui, dans leur immense majorité, s'identifiaient bien plus aux Alliés qu'à l'Axe, eux qui ont perdu des fils dans les rangs de l'armée française ou britannique. Mais, sur le fond, la réalité est qu'ils se sentent étrangers, et le sont foncièrement, à ce qui s'est passé en Europe au cours du second conflit mondial qu'ils perçoivent comme une guerre régionale européenne à laquelle le Japon et les Etats-Unis se sont joints d'une manière presque inexplicable.

C'est là la source d'un énorme malentendu : Elie Weisel pourra difficilement convaincre un Arabe que l'humanité entière devrait porter le péché nazi sur son front, et un Arabe aura bien de la peine à convaincre Elie Weisel que l'holocauste a été, essentiellement, un moment de l'histoire européenne, horrible certes, mais foncièrement étranger pour le lanceur de pierres de Gaza, le soldat enrôlé dans l'armée égyptienne, ou encore pour un paysan chinois du Seichuan.

Les Arabes ont leurs propres grilles de lecture pour aborder le fait israélien. Mais, comme plusieurs guerres sont menées en même temps au sein de ce conflit, une grille paraît toujours privilégiée par rapport à une autre : hier encore, on parlait du conflit d'Israël avec ses voisins arabes ; aujourd'hui, au vu du soulèvement palestinien dans les territoires occupés, on insiste plutôt sur la contestation de l'Etat juif à l'intérieur même des frontières de son déploiement militaire. Hier encore, on examinait toutes les raisons de penser que le conflit israélo-arabe était un reflet levantin plus ou

moins fidèle du conflit Est-Ouest ; aujourd'hui l'adaptation des deux niveaux, régional et international, paraît quasi impossible. Hier encore on voilait la dimension religieuse en parlant de « l'entrechoc des nationalismes » ; aujourd'hui l'ayatollah Khomeiny, Goush Emonim et certains uléma de Gaza rejettent toute référence au sentiment national comme impie. Le conflit a trop duré pour que ces différentes dimensions ne s'imbriquent pas l'une dans l'autre d'une manière déroutante pour tout homme cultivé. L'homme de la rue, lui, n'a que faire de cette complexité, il a tendance à opter, plus ou moins consciemment, pour l'une ou l'autre de ces lectures : le patriotisme palestinien, le nationalisme arabe, la lutte contre Israël comme une forme du combat anti-impérialiste ou encore le simple refus d'une autre religion incarnée en Etat. Il s'installera confortablement dans cette lecture qui le mène d'ordinaire à un refus simple et profond d'Israël, un fait perçu comme ontologiquement injuste, pendant que les politiciens, eux, sont à la recherche de quelque compromis politique qui puisse compenser la longue attente de l'homme des camps et remédier à sa révolte larvée.

Palestiniens et/ou Arabes

« *M. Shamir a toujours autant de mal à prononcer le mot de "Palestiniens"* » écrit un journaliste du *Monde* commentant une interview avec le premier ministre d'Israël. Cela est vrai, la tradition du Likoud est de parler, les concernant, d'« Arabes », c'est-à-dire de gommer volontairement leur désir d'identité en tant que peuple distinct, promis à l'autodétermination. L'objectif à terme est de dire qu'ils sont majoritaires au sein de la population de Jordanie, où ils pourraient aller — d'où ils pourraient éventuellement être expulsés — s'ils n'arrivaient pas à s'accommoder de la nature juive d'un Etat israélien déployé sur la totalité de la Palestine mandataire. Autre formulation de la même attitude : les Arabes sous occupation ont tout le monde arabe pour eux ; les juifs n'ont qu'Israël.

Cette incapacité feinte de prononcer le mot ne fait pas également mal de l'autre côté du Jourdain. Il se trouve des Arabes non seulement pour s'en accommoder mais même pour s'en féliciter. Il ne s'agit pas seulement des machinations, plus ou moins réelles, prêtées à la dynastie hachémite installée à Amman depuis 1921 et qui avait réussi en 1950 à réunir à Jéricho assez de notables palestiniens pour lui reconnaître la souveraineté sur les morceaux de Palestine non annexés par le nouvel Etat juif. Il ne s'agit pas non plus des seules tentatives de la Syrie d'Assad de mettre la main sur l'OLP, usant de quelque condamnation préalable de la politique suivie par Arafat. Il s'agit de quelque chose d'autrement profond : l'idée que la Palestine (comme le Liban ou la Syrie) font partie d'un ensemble politique plus large présentement désarticulé et qui devrait, tôt ou tard, revenir à son unité première.

Itzhak Shamir souscrirait bien à cette vue : puisque l'identité palestinienne est une partie d'un tout, elle pourrait s'y fondre et cesser de ce fait de lutter pour un Etat indépendant. Mais les partisans arabes de cette vue en tirent des conclusions diamétralement opposées. Pour eux, si l'identité nationale palestinienne est une arme de combat et non un objectif en soi et pour soi, aucun compromis territorial n'est possible avec l'Etat juif. Eux-

mêmes rappellent que le conflit était là bien avant 1967, et avant la création de l'OLP, et il portait alors, et porte encore, sur l'existence même d'Israël. Comme Itzhak Shamir, ces Arabes-là ne croient donc pas que l'Etat palestinien éventuellement établi est de nature à résoudre quelque problème que ce soit : la Palestine est leur Alsace-Lorraine.

Reste à définir l'ensemble auquel appartiendraient les Palestiniens. A l'origine il n'y avait pas de doute qu'il s'agissait de l'ensemble syrien ou de ce que l'on appelait à l'époque la Syrie intégrale. Tel est l'opinion de cheikh Youssef el-Khazen, cité au début, et qui s'attendait à la constitution d'un mouvement nationaliste qui *« ne tend à rien moins qu'à constituer ce vaste réservoir d'hommes et de richesses qui s'étend de la Méditerranée à la Perse et du Taurus à la Mer Rouge en une seule unité politique sous la forme qui s'adaptera la mieux aux circonstances »*.

Mais, avec l'émergence du nationalisme arabe, les frontières de cet ensemble se sont élargies pour comprendre l'ensemble du monde arabophone. Nassérisme et ba'thisme ont adopté une corrélation quasi absolue de la Nation et des terres sur lesquelles l'arabe est parlé. Cet élargissement, qui impliquait que les Arabes étaient également intéressés par la question de Palestine, « de Baghdad à Tétouan », comme le disait la chanson des années 30, agissait grâce à un nombre renouvelé de fausses fenêtres. Si la question palestinienne est devenue le symbole d'une lutte sans fin contre l'occupation, ce symbole perdait de son impact avec l'éloignement dans l'espace. Certes des soldats marocains ont combattu (avec bravoure) sur le Golan, certes l'Algérie a été d'un soutien constant à l'OLP et la Libye de Kadhafi est incapable de manquer une occasion pour exprimer bruyamment son implication. Mais l'affaire est d'abord celle du Machrek. Ensuite, au sein du Machrek, elle est avant tout l'affaire des Palestiniens et puis des pays limitrophes de la Palestine.

Quand aux autres Arabes, il est à présent à la mode de noter leur place marginale dans le déroulement du conflit. Les observateurs empressés aiment les oppositions bien nettes et les jugements définitifs. Selon eux, il y aurait eu une phase arabe du conflit alors que nous assistons à présent à une phase purement palestinienne. Le contraste n'est-il pas clair, irréfutable : d'une part le sommet arabe d'Amman en novembre 1987 qui ne souffle mot de la question palestinienne et de l'autre le soulèvement populaire dans les territoires occupés en 1967 qui se fait dans l'indifférence souveraine des gouvernements et des masses du monde arabe. Aux dirigeants, il faudra près de six mois pour pouvoir se réunir en vue de soutenir le soulèvement, et pour sortir avec des résultats peu spectaculaires (Alger, juin 1988). Contraste bien facile, pourtant adopté par Meron Benvenisti, Fouad Ajami et tant d'autres encore, et qui annoncerait la désarabisation définitive de la question palestinienne. Beaucoup en ont tiré la conclusion étymologique adaptée : on ne parle plus du conflit israélo-arabe mais du conflit israélo-palestinien.

Il y a certes des arguments à l'appui d'un tel changement de perspective mais il s'agit moins d'une opposition radicale que d'un jeu dialectique entre deux visions complémentaires du conflit, la locale et la régionale, la palestinienne et l'arabe, ce jeu faisant prévaloir tantôt l'une, tantôt l'autre. L'imbrication des deux visions est claire dès le départ : les notables palesti-

niens se lèvent d'emblée contre le projet sioniste sur place mais ils s'adressent en même temps au gouvernement d'Istanbul, autorité légale de l'époque, pour le pousser à refuser les offres de Herzl. La même année (1886-1887) voit donc un mouvement déjà parallèle : sur place, des paysans spoliés de leurs terres (à Petah Tikvah et à Khoudayrah) tentent d'y revenir par la force alors que le gouvernement d'Istanbul (dont le Sanjaq de Jérusalem dépendait directement) prenait les premières mesures de restriction contre les colons juifs qui entraient avec un visa de tourisme, fixant à trois mois la durée de leur séjour « touristique ».

Ce mouvement parallèle d'opposition, local et régional, survivra à l'Empire ottoman, les gouvernements arabes constitués au lendemain de la Première Guerre mondiale prenant le relais de l'Empire défait. En témoignent des articles antisionistes dans la presse égyptienne dont le premier date peut-être de 1895, les ouvrages qui se multiplient, dont l'opuscule précité et surtout *Le réveil de la nation arabe*, écrit par un autre maronite libanais (Néjib Azouri) et publié à Paris en 1905. Se répondant et se complétant, le mouvement de résistance local allait de pair avec une mobilisation croissante dans les pays arabes. Le premier congrès arabe, tenu à Paris en 1913, répond positivement à la multitude de télégrammes provenant de Palestine. Alors que le sionisme est perçu d'abord comme une menace pour les Palestiniens eux-mêmes, des voix commencent à s'élever pour dire que le soutien des Arabes aux Palestiniens ne devrait pas se faire par simple solidarité, mais, comme l'écrivait Khalil Sakakini dès 1918, « *parce qu'en mettant la main sur la Palestine, qui est au cœur du monde arabe et le trait d'union entre ses deux parties asiatique et africaine, les sionistes veulent couper la nation arabe en deux pour l'empêcher de s'unir* ».

Ultérieurement, surtout à cause de la division de la région en deux zones distinctes en application des accords Sykes-Picot, la mobilisation arabe sera plus difficile. Témoin les requêtes de la Grande-Bretagne, puissance mandataire sur la Palestine, à la France, puissance mandataire en Syrie, d'interdire aux volontaires syriens toujours plus nombreux de venir soutenir la grande rébellion palestinienne de 1936-1939. Les Palestiniens eux-mêmes, comme les Jordaniens et de nombreux Libanais, hésitaient encore entre une option nationale distincte et un simple rattachement à la Syrie. Mais, alors que ceux du Liban et de Jordanie ont eu le temps nécessaire pour sortir de cette chrysalide nationalitaire, les Palestiniens, eux, ont eu à affronter de nouvelles vagues de colons juifs, grossies par l'approche de la tempête hitlérienne.

La spécificité du « cas » palestinien dans l'ensemble arabe du Levant s'en renforçait d'autant pour se consacrer en 1948-1950 avec la proclamation de l'État juif, bientôt suivie de l'annexion par la Jordanie des zones non intégrées à l'État hébreu. Certes un gouvernement palestinien avait été proclamé auparavant, mais il ne durera pas, tant son programme de gouverner « l'ensemble de la Palestine » était en contradiction avec le fait accompli sur le terrain. La suite est connue : la dialectique du local (palestinien) et du régional (arabe) se désarticulait en une opposition de deux éléments qui tendaient à s'exclure mutuellement. Avec la dispersion démographique des Palestiniens d'une part et l'émergence à partir de 1952 du nationalisme arabe de l'autre, le caractère régional du conflit s'imposait pour au moins deux décennies, pendant lesquelles les Palestiniens n'étaient

plus que des appoints sans importance à différents gouvernements et partis arabes. Les guerres de 1948, 1956, 1967 et 1973 seront des guerres entre Israël et les Etats voisins. Ce ne sont pas les quelques centaines de combattants palestiniens dépêchés en Egypte à la veille de la guerre de 1973 qui feront la différence sur les bords du canal de Suez.

Mais l'autre aspect de cette désarticulation de la dialectique originelle n'est pas moins connu : ressentant le malaise causé par leur noyade forcée dans l'ensemble régional arabe, les Palestiniens se voyaient de plus en plus frustrés de la perte de leur identité propre alors que les Libanais, Jordaniens et autres Syriens, plutôt que de se fondre dans quelque ensemble régional, consacraient l'indépendance de leurs Etats et s'y retranchaient. Le mouvement Fath est le résultat direct de cette frustration. Depuis sa constitution en 1959, et plus encore depuis la défaite de 1967, le mouvement s'est attaché à ramener dans les mains des Palestiniens eux-mêmes toute décision concernant leur sort. Il fut bientôt suivi par des milliers de Palestiniens qui, après s'être fourvoyés dans les rangs de partis panarabes, ont fini par constituer des groupes de Palestiniens qui ont intégré l'OLP en se positionnant à la gauche du Fath, sans jamais pouvoir lui disputer l'hégémonie de fait qu'il exerce sur le mouvement nationalitaire palestinien.

Plus le Fath, et l'OLP en général, insistaient sur « l'autonomie de la décision palestinienne », plus ils démotivaient les Arabes, gouvernements et individus, de s'impliquer dans leur cause. C'est pourquoi l'isolement des Palestiniens, hier dans Beyrouth envahi par l'armée de Sharon, et aujourd'hui dans les dédales boueux de Gaza, un isolement décrit comme une tare par des journalistes empressés, est, pour la direction de l'OLP, la conséquence logique d'un processus de trente ans qui a visé à redonner aux Palestiniens la maîtrise de leur sort. S'ils regrettent la faiblesse de l'aide arabe, ils se félicitent de la place de choix reprise par les Palestiniens eux-mêmes dans le combat. Le sommet arabe d'Alger (juin 1988) avait pour fonction première de confirmer cette place.

Mais, si, selon toute probabilité, le soulèvement actuel n'aboutissait pas à la solution durable, c'est-à-dire étatique, du problème palestinien, le triomphe actuel de l'isolationnisme palestinien sur l'arabisme d'hier pourrait, dans un mouvement de pendule, disparaître. Il serait remplacé soit, comme dans les années 60, par une implication régionale déterminante, soit, plus probablement, par un nouvel équilibre des facteurs locaux (palestiniens) et régionaux (arabes), équilibre formé autour d'un nationalisme arabe qui aurait entre-temps intégré une forte dose d'islamisme.

En affirmant la « palestinité de la lutte », l'OLP a certes contribué à une certaine désaffection des Arabes par rapport à une cause hier dite centrale et aujourd'hui en compétition avec bien d'autres soucis, non moins « prioritaires » tel le défi iranien. Sur la question de la Palestine comme sur tant d'autres questions, le nationalisme arabe ressemble à présent à une idéologie passée, inefficace et grandiloquente. Mais le mouvement unitaire tire sa substance autant du panarabisme que d'une nostalgie pour les longues périodes d'histoire où la région était unifiée. Cette nostalgie semble peu altérée par l'émergence et la persistance de tous ces Etats vulnérables et pusillanimes.

Ce mouvement unitaire sous-jacent, aux couleurs du nationalisme ou de l'islam, aura à son tour à se heurter au fait israélien. Car la culture politique arabe, y compris dans l'Égypte post-sadatienne, demeure marquée du sceau de la défaite contre Israël. Qu'il l'ait cherché ou non, l'État hébreu demeure dans son origine intellectuelle, dans son intimité avec l'histoire européenne, dans sa suprématie militaire, dans son étrangeté religieuse et culturelle, le point de fixation privilégié d'une rencontre douloureuse, sanglante et saturée de malentendus entre l'Orient arabe et l'Occident. Ben Gourion voulait faire d'Israël « *un avant-poste de l'Occident dans cette mer de barbarie* ». Il a été pris au mot par les « indigènes », qui chercheront encore longtemps à faire payer à Israël cette « fonction néo-coloniale » par lui assumée. L'image dominante d'Israël, en dépit des vicissitudes du temps, reste celle de Suez : un voisin récemment débarqué et qui se permet de s'associer à l'expédition punitive d'un Eden ou d'un Mollet « *comme un cycliste qui s'accroche à l'arrière d'un camion remontant une pente* ». Reprenant le flambeau, Ronald Reagan proclamera *urbi et orbi* que, pour l'Occident au Moyen-Orient, Israël est, oui, « *un atout stratégique* ». Aucun gouvernement de la région, même le plus enclin à l'accommodation, ne saurait ignorer l'efficacité encore réelle de ce substrat culturel et idéologique traduit, outre-Atlantique, en langage géopolitique.

Le parcours contrasté de trois voisins

Cela vaut d'abord pour les pays que les Palestiniens ont eu pour voisins pendant des siècles et qu'Israël a donc eu à rencontrer sur son chemin dès ses premiers jours. Commençons par *l'Égypte*. Ce pays a mis bien du temps à se convaincre de sa place centrale dans le conflit. Une fois éclos, cette conscience était fortement liée à la décision de jouer un rôle régional dont la lutte contre le sionisme paraissait être un préalable nécessaire. La grande explication de la visite de Sadate à Jérusalem me paraît donc être bien peu dans je ne sais quel coup de génie individuel. L'essence de cet acte se trouve dans l'incapacité grandissante de l'élite égyptienne à s'adapter, après le départ de Nasser en 1970 et le boom pétrolier de 1973, à une position de seconde zone dans l'ensemble arabe. L'objectif d'hégémonie régionale devenu impossible à réaliser, l'Égypte pouvait composer sur l'instrument, d'où les accords de Camp David. Dans l'avenir, une radicalisation de la position égyptienne sur la question de la Palestine dépendra d'abord des chances que l'Égypte croira ou non avoir de réaffirmer sa présence régionale.

En attendant, il y a, bien sûr, les accords de Camp David. Dans une Égypte à présent heureuse de renouer avec le monde arabe, en dépit de ces accords hier encore posés en obstacle insurmontable à toute normalisation, rares sont ceux qui remettent en cause les engagements de Sadate. Il serait cependant hasardeux d'isoler ces accords du contexte bien spécial dans lequel ils avaient été signés, celui d'un déclin rapide de la position égyptienne dans la famille arabe, d'une arrogante incompréhension des pays pétroliers pour le prix payé par l'Égypte en vue d'acquiescer son influence d'antan, et surtout d'une association explicitement établie par Sadate et ses hommes, entre les accords de Camp David d'une part, et une ère de prospérité économique et de relations privilégiées avec les États-Unis de l'autre.

Pour pouvoir les accepter, les Egyptiens ont donc fait porter aux accords des charges bien lourdes. Certes, l'aide américaine s'est concrétisée et des milliers d'Egyptiens se sont enrichis. Mais l'élite égyptienne aura bien plus de difficultés à défendre ces accords si la dette extérieure continuait d'augmenter, si la prospérité factice d'aujourd'hui prenait fin et si l'Etat qui a souscrit à ces accords se trouvait incapable de supporter plus longtemps encore l'énorme fardeau social qu'il a accepté de porter, un fardeau fait de subventions de toutes sortes et de services sociaux gratuits et de plus en plus défaillants. D'où un dilemme aigu : associer les accords à la bienveillance occidentale et à la prospérité économique les affaiblit à cause des limites évidentes de la première et de la nature factice de la seconde. Isoler les accords de cette attente populaire, assumée, voire suscitée par Sadate, c'est réduire progressivement ces accords d'un traité de paix chaude que l'on a prétendu signer, à un accord pour établir un état de non-belligérance froide qu'ils sont vite devenus.

Ceux qui croient donc que Sadate a ouvert une école qui s'opposerait dorénavant à la lecture arabe majoritaire se trompent sur l'essentiel. Une visite sur les bords du Nil suffirait à démontrer combien Sadate a été réduit à un statut d'individu, individu qui a certes marqué de ses choix l'histoire contemporaine de l'Egypte, mais individu tout de même et non pionnier. Lorsque le canon aura cessé de tonner sur les rives du Chatt el-Arab, lorsque le défi posé par l'Iran de Khomeiny à l'ensemble des gouvernements arabes aura perdu de son impact, nombreux sont les Egyptiens qui s'attendent à un retour en force du conflit avec Israël sur la scène arabe. Ils le craignent aussi, car la condamnation du sadatisme est, en Egypte, le point de rencontre privilégié de tous les extrémismes.

Le plan Shultz et le récent rapport de la Brookings sur la paix au Moyen-Orient s'accordent à vouloir réduire *la Syrie* au statut auquel l'Egypte a été reléguée depuis les accords de Camp David. Bien naïf qui croit que le président Assad pourrait (et je ne dis pas accepterait de) réduire la part de la Syrie dans ce conflit à la seule affaire du Golan. Toujours est-il que, partant de l'idée que le refroidissement des relations syro-soviétiques est là pour durer, sinon pour empirer, de l'échec évident de la Syrie à établir sa fameuse « parité stratégique » avec Israël et de son incapacité à poursuivre le gigantesque effort militaire commencé au lendemain de la visite de Sadate à Jérusalem et justifié par elle, des difficultés économiques évidentes et des problèmes rencontrés au Liban, et, enfin, de l'échec syrien à créer une contre-OLP qui lui serait inféodée, de nombreux décideurs occidentaux pensent pouvoir aborder la Syrie dans des conditions nouvelles.

L'objectif nouveau n'est plus d'associer la Syrie à quelque nouveau compromis mais, comme le dit le rapport précité de la Brookings, de « *faire comprendre au gouvernement syrien que les Etats-Unis ne lui reconnaissent aucun droit de veto sur la solution du problème palestinien* ». Damas est effectivement invitée à suivre l'exemple égyptien : Sadate a récupéré le Sinaï pour son pays, Washington est prêt, à n'importe quel moment et indépendamment des négociations éventuelles sur le problème palestinien, à favoriser un accord syro-israélien sur le Golan en application de la résolution 242 du Conseil de Sécurité. Washington réaffirme ainsi son opposition à l'annexion du Golan intervenue en 1981, mais s'attend en contrepartie à ce que la Syrie se désimplique totalement du problème palestinien propre-

ment dit, quitte peut-être à se montrer compréhensif par rapport aux visées supposées de la Syrie au Liban.

Cette nouvelle approche américaine ne manque ni de talent ni d'un usage judicieux des opportunités ouvertes par les difficultés que rencontre la Syrie à atteindre des objectifs régionaux sans doute au-delà de ses moyens, voire à maintenir la position de choix qu'elle s'est taillée dans les affaires de la région. Une constante semble donc se dessiner : Washington aborde les pays arabes séparément, et les pôles régionaux (comme l'Égypte ou la Syrie) au moment où ils paraissent s'essouffler sous le poids d'un rôle régional devenu trop lourd à porter. Sadate en 1978, Assad en 1988 auraient ainsi atteint ce moment opportun. L'absence d'un refus syrien brutal de cette approche américaine est bien le signe d'une certaine pertinence de l'analyse politique qui la sous-tend.

Mais le succès de cette approche est bien plus hasardeux qu'il ne le fut en Égypte. Il y a d'abord le problème aigu d'un régime politique qui a systématiquement compensé l'étroitesse de sa base confessionnelle par une politique nationaliste sourcilleuse et qui risque donc de dévoiler la première en altérant la seconde. Il y a ensuite une intimité syro-palestinienne, géographique et surtout historique et humaine, qui n'a pas d'équivalent avec l'Égypte. Ajoutez que la question de Palestine demeure la voie royale (mais qui n'est plus exclusive) pour l'affirmation d'un rôle régional déterminant, que la Jordanie menacée par une vague démographique ou politique palestinienne aura tendance, pour l'endiguer, à ré-impliquer la Syrie à ses côtés, que la Syrie risquerait de perdre pour de bon et l'aide soviétique et les subventions arabes si elle se déchargeait de son rôle de « pays de confrontation », que l'Irak irrité par l'attitude syrienne à son égard y trouvera inévitablement prétexte pour reprendre ses pressions traditionnelles sur le régime installé à Damas et vous pouvez conclure à l'énorme difficulté d'amener la Syrie à s'engager dans un nouveau « Camp David ».

Une dose de pression militaire israélienne pourrait pousser Damas dans cette voie. Mais c'est supposer que l'Union soviétique s'est dessaisie de tout rôle dans ce conflit, et ce serait, même sous Gorbatchev, bien irréaliste. En fait, les pressions israélo-américaines risquent d'être contreproductives en favorisant un rapprochement syro-palestinien rejoint par la Jordanie. Tel est du moins l'effet le plus immédiat de l'approche américaine actuelle. Car tant que l'offre israélienne sur le cœur de la question, à savoir l'avenir des Palestiniens, demeure aussi médiocre qu'elle paraît l'être à présent, ni les Jordaniens ni les Palestiniens ne pourront se permettre de tourner le dos à ce réservoir de puissance militaire et politique que la Syrie a su progressivement devenir.

Cela est d'autant plus vrai que *la Jordanie* n'est pas ce que certains veulent qu'elle soit. Il est faux de considérer le couple jordano-palestinien, tel que souvent présenté par des voyageurs hâtifs ou des propagandistes d'Ariel Sharon, comme une dynastie frustrée d'un peuple d'une part et un peuple frustré d'Etat de l'autre. Il suffirait, dans cette perspective, de faire disparaître la première pour que le second cesse de revendiquer sa part de la terre de Palestine. Ce serait ignorer qu'une société jordanienne s'est bel et bien formée au cours des sept ou huit décennies passées. La revendication palestinienne, elle-même partiellement suscitée par le fait israélien, aura

conduit ainsi à l'émergence d'une identité politique jordanienne propre avec laquelle, avec ou sans monarchie hachémite, il faudra compter. Entre la Syrie républicaine et agitée et la péninsule arabe, tribale et pétrolière, la Jordanie a su jouer le rôle d'Etat-tampon. Cette fonction suivant un axe Nord-Sud est aussi utile à l'équilibre régional dans sa structure actuelle, que le rôle d'Etat-refuge également joué par la Jordanie, suivant l'axe Est-Ouest. D'origine péninsulaire, la monarchie hachémite a su s'implanter dans cette partie méridionale de sa Grande Syrie et s'affirmer, avec le temps, comme un gage essentiel du *statu quo* territorial.

L'option jordanienne, dans ses diverses définitions, paraît donc être une grande illusion pour technocrates américains rendus incapables par Kissinger de reconnaître le fait palestinien ou pour généraux israéliens en mal de solutions miraculeuses. Les premiers voudraient voir le roi hachémite rester mais jouer encore plus efficacement le rôle de l'Etat-refuge pour un peuple palestinien à moitié reconnu. Les seconds voudraient y voir un Etat de remplacement qui permettrait à Arafat de jouir d'un Etat, certes pas là où il le voudrait, mais avec l'aide de qui il désirerait.

Les uns et les autres se trompent sur plusieurs points. Sur, d'abord, la densité de la société jordanienne et la solidité probable de sa résistance à toute tentative pour en faire un simple appendice d'un pouvoir palestinien installé à l'est du Jourdain. Sur, aussi, la résignation d'Arafat et de ses hommes, s'il devenait peu ou prou maître de la Jordanie, à cesser de souhaiter un retour dans la mère-patrie. Sur, ensuite, l'acceptation des millions de Palestiniens qui vivent et qui naissent sur le territoire de la Palestine mandataire de quitter leur village et leur patrie. Sur, enfin et cela est sans doute l'essentiel, l'imbrication intime entre la déclaration Balfour qui a donné naissance à Israël et les accords Sykes-Picot qui ont créé les divers pays actuels du Croissant fertile, dont la Jordanie. Remettre en cause l'existence de la Jordanie dans sa fonction actuelle serait donc moins une évacuation hors d'Israël du problème palestinien qu'une remise en cause supplémentaire de l'Etat hébreu.

Un détour par le Liban (et les chrétiens)

Le Liban pose, bien entendu, un problème d'une autre nature ; une nature qu'Arabes et Israéliens ont eu bien tort d'évacuer, les premiers pour prétendre que les mêmes règles de conduite s'appliqueraient à ce petit pays, les seconds pour voir en lui, dans une généralisation hâtive, « une deuxième Egypte ». Car ce dont il s'agit ici c'est moins d'un lopin de territoire conquis et maintenant encore partiellement occupé, que des effets du « modèle israélien » perçu par certains Libanais, comme plus ou moins pertinent pour l'avenir de leur propre pays.

Car il ne faudrait guère sous-estimer la contradiction organique entre « la formule libanaise » développée à partir du XVII^e siècle et « la formule israélienne » contenue dans l'esprit de Herzl et la déclaration Balfour. La première est basée sur le principe de la coexistence pacifique et fructueuse entre communautés religieuses reconnues en tant que telles. La seconde, elle, est basée sur le fondement religieux exclusif du foyer-Etat à créer. L'Etat juif de Herzl est donc l'antithèse presque parfaite du pacte national

de 1943 sur lequel le Liban indépendant a été bâti. En fait, si l'Etat juif signifiait un coup d'arrêt à l'assimilation des juifs en Europe, il s'est acquis, dans la pratique, une autre fonction, celle de justifier la création au Levant d'Etats fondés sur l'appartenance religieuse unique. Le Liban moderne, lui, a été une tentative pour faire coexister des communautés différentes dans un cadre politique *sui generis*, loin de la religion d'Etat, posée en principe constitutionnel dans de nombreux pays arabes et en Israël, et du sécularisme développé par l'Occident depuis la Révolution française. S'il s'agissait à l'origine d'une tentative locale et surtout pragmatique d'organisation politique inspirée à la fois du régime ottoman des *Millet* et du républicanisme européen, le Liban, sans le chercher du moins au départ, est lui aussi devenu un contre-modèle à tous les Israëls et autres Pakistans, Etats liés dans leur naissance et encore plus dans leur Constitution à une appartenance religieuse particulière.

Les enjeux dépassent donc ici l'incursion militaire d'un Sharon triomphaliste, d'une résistance armée à l'occupant ou de quelque résolution onusienne mal exécutée par une FINUL qui n'en peut mais. Il s'agit d'un contraste irréductible que le Liban à dominante maronite a ressenti dès le départ et cherché à éviter. Politique de l'autruche, certes, mais qui a néanmoins évité pendant plus de trente ans à ce petit pays fragile et prometteur les affres d'une confrontation directe qu'il savait devoir perdre. Mais les Fedayin chassés de Jordanie par l'armée bédouine du roi Hussein en septembre 1970 n'ont plus permis au pays des Cèdres de biaiser plus longtemps encore. Les Palestiniens, au mieux, ne savaient pas ce qu'ils faisaient en impliquant de force le Liban dans leur combat, si légitime qu'il pût être. Israël, lui, semblait louvoyer entre deux lectures de « l'occasion libanaise » : celle d'exporter de force la formule israélienne au Nord, comme le souhaitait si ardemment Ben Gourion, fermement contredit par un Moshe Sharett plus soucieux de bon voisinage que de susciter une quelconque contagion idéologique. L'autre option consistait à se voiler les yeux sur la spécificité libanaise en vue de faire de cet Etat devenu rachitique « *le deuxième pays arabe à signer la paix avec Israël* ».

Les opinions de « l'indigène maronite » cité au début de ces pages illustrent bien la grande résistance de l'élite chrétienne d'Orient à faire sien le modèle israélien. Cette élite était, dans son écrasante majorité, nationaliste et moderniste, imbue à la fois des idéaux de la Révolution française et de ceux du wilsonisme qui faisait battre bien des cœurs au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ce nationalisme était libanais (Béchara al-Khoury, Henri Pharaon, Michel Chiha), pansyrien (Boutros al-Boustany, Antoun Saadé) ou panarabe (Michel Aflaq, Constantine Zuraiq), mais il était, dans tous les cas et contrairement à l'idée-force de Herzl pour les juifs, assimilationniste. Nul ne songeait à un Etat chrétien coupé de son environnement. Le débat ne portait que sur les frontières de l'Etat à venir et sur les meilleures méthodes pour réussir l'intégration nationale des différentes communautés ou à tout le moins leur coexistence.

Cette unanimité est remarquable. Elle explique largement l'embarras de ceux qui veulent à tout prix fonder l'attitude actuelle de certains chrétiens libanais qui ont fait le choix du modèle israélien sur des précédents tirés de l'histoire. Ces précédents, à un nombre d'exceptions près (un prélat maronite des années 40, un prêtre émigré aux Etats-Unis, un notable désœuvré)

sont inexistants, comme certains chercheurs israéliens ont fini par l'admettre. Leur inexistence explique la facilité avec laquelle Moshé Sharett a réussi, dans les années 50, à balayer le désir de Ben Gourion de susciter, avec l'aide « de quelque major maronite de l'armée libanaise », la constitution d'un Liban chrétien.

Mais il a fallu que les Palestiniens entrent au Liban, comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, il a fallu aussi que l'invasion israélienne du Liban en 1982 suscite et encourage la constestation islamiste de l'ordre établi pour que ce qui était exceptionnel devienne ouvertement débattu. Certes, y avait-il, dans la population chrétienne, des segments entiers qui ne suivaient pas entièrement les élites sur le chemin de l'assimilation. Anton Shammas rappelle ainsi dans *Arabesques*, premier roman écrit en hébreu par un Arabe israélien, que ce n'est pas le hasard seulement qui explique que son village natal (Fassouta) continue d'exister au sein de l'Etat israélien alors que le village musulman voisin (Deir al Kassi) a été détruit pour laisser la place à un kibboutz. Un de ses héros musulmans le note avec dépit : « *Ces chrétiens, eux, ont toujours su se tenir à part, derrière la dernière porte près de laquelle les soldats s'attardent et s'étonnent de toutes celles qu'ils ont enfoncées. Ils ont toujours su préserver la braise pour empêcher le feu de mourir, petite braise imprécise, agonie d'une flamme qui dure si longtemps que l'on ne sait plus si elle vit encore ou si elle s'est définitivement éteinte* ».

Nul doute que l'élite palestinienne chrétienne s'est entièrement assimilée au mouvement national palestinien, tels Ya'qoub al-Ghosséin, Alfred Rok, Fuad Sa'd ou Mika'il Touma. Elle a même fait de « l'excès de zèle » juqu'au-boutiste avec des Georges Habache, Nayef Hawatmeh et autres Wadi' Haddad. Les villageois chrétiens, eux, n'ont pas trahi la cause. Non, ils ont juste essayé, peut-être plus souvent que leurs voisins musulmans, de s'adapter. Ainsi en a-t-il été des habitants de Fassouta qui, nous dit Shammas, n'ont trouvé mieux, pour répondre au risque d'expulsion massive par l'armée israélienne qui venait d'entrer dans leur village, que de se lancer « *dans une dabké shamaliyé, la farandole galiléenne endiablée qui exprimait le soulagement de ceux qui viennent d'échapper au malheur, la joie que trouvent les faibles à se soumettre au plus fort, le désir de plaire à l'étranger, la sagesse du paysan qui sort son arme la plus inattendue au moment le plus inattendu* ».

Mais il ne faut pas pousser plus avant cette opposition élite/population au sein des communautés chrétiennes, sinon pour reparler du Liban où la guerre a favorisé l'émergence d'une espèce d'« élite milicienne » qui a entendu pousser la logique des gens de Fassouta à leur fin extrême. Il ne s'agissait plus, comme le Liban l'avait fait depuis la création de l'Etat hébreu, d'affirmer son appartenance au monde arabe tout en évitant de participer à ses guerres. Certains chrétiens libanais se sont mis à penser rompre le pacte avec leurs concitoyens musulmans, accusés d'être arabistes à outrance, pour non seulement solliciter l'aide matérielle d'Israël, mais aussi copier son modèle, celui d'une adaptation politique aussi proche que possible de l'organisation politique sur l'appartenance religieuse.

Ces Libanais-là veulent à présent favoriser la lente émergence d'un Etat chrétien. Un historien israélien écrivait récemment que c'est ce projet qu'ils

auraient dû poursuivre dès le départ, plutôt que de se fourvoyer plus longtemps sur les chemins ardu de la coexistence entre religions. Si la montée de l'islamisme explique cette tendance au recroquevillement, si la majorité islamique n'est pas encore prête à l'émergence, en terre arabe, d'Etats religieusement impartiaux, l'essentiel demeure que la fin éventuelle du Liban comme Etat de coexistence inter-religieuse serait une douloureuse perte. Pour les chrétiens libanais d'abord qui se trouveront dans un état de dépendance organique par rapport à Israël et à l'Occident. Pour les chrétiens arabes qui vivent ailleurs qu'au Liban et qui, eux, n'ont d'autre choix que la coexistence. Pour la majorité islamique qui aurait ainsi donné une preuve éclatante de son intolérance politique. J'ose ajouter qu'un Israël qui chercherait des racines dans la région perdrait aussi à ce jeu. Car plus le conflit du Levant prendra des couleurs religieuses exclusives et plus Israël prendra les risques d'en sortir vaincu.

Politique et idéologie

Les risques étaient bien moindres aux moments où le conflit israélo-arabe, voilant cette dimension religieuse qui lui est pourtant co-substantielle, reflétait presque fidèlement le conflit Est-Ouest, au grand soulagement d'Israël et de l'Union soviétique et pour le malheur des amis de l'Occident dans les rangs arabes. De nombreux Arabes ont cherché à dépasser la raison d'être d'Israël et celle, aussi, qui le rendait inacceptable pour les Palestiniens et les autres Arabes, pour poser une nouvelle grille de lecture empruntée à la logique des deux blocs. Pour eux, le combat réel au Moyen-Orient opposait l'impérialisme, Israël et les réactionnaires arabes d'une part et de l'autre le camp socialiste et les forces progressistes arabes. Le conflit de Palestine était ainsi noyé dans une vue globale du monde, celle de la guerre froide.

Les premiers à adopter cette grille furent, bien entendu, les communistes arabes. Les nationalistes y sont ensuite venus, modérément, gauchement et à leur corps défendant. Cette lecture bien idéologique du fait israélien n'était certes pas de mise en 1948 quand l'Union soviétique de Staline paraissait plus enthousiaste pour la création de l'Etat d'Israël que nombre de gouvernements occidentaux. Si, fidèle à un certain marxisme, celui de Marx soutenant l'interventionnisme colonial britannique pour bouleverser les structures sociales figées dans l'Empire ottoman, Staline a voulu, comme on lui en prête quelquefois l'idée, favoriser à travers Israël un remue-ménage permanent dans l'Orient arabe, force est de constater qu'il y a réussi. Il y avait d'ailleurs à l'époque dans la région (et notamment en Egypte) bien plus de juifs que d'Arabes pour connaître et pour adopter le marxisme.

La crise de Suez, en 1956, n'a pas non plus illustré cette lecture idéologisée. Cette crise reflétait moins le conflit Est-Ouest que les divisions au sein du camp occidental. Israël se posait en allié de la France et de la Grande-Bretagne, mais les Etats-Unis intervenaient, aux côtés de l'Union soviétique, pour permettre à l'Egypte nassérienne de transformer sa défaite militaire en victoire politique. Mais l'intégration du conflit régional dans le cadre de la guerre froide avait déjà commencé avec, l'année précédente, le fameux contrat des armes tchèques, et avec les surenchères pro-arabes de Khrouchtchev pendant la crise, illustrées par les deux fameuses notes alors

envoyées par Boulganine à Paris et à Londres. Moscou ne se contentait plus de condamner « l'invasion barbare du territoire égyptien », elle faisait aussi allusion à ses propres capacités militaires dans la région.

Ensuite, avec la doctrine Eisenhower contre laquelle l'Égypte nassérienne et l'URSS avaient joint leurs forces, avec l'intérêt de Khrouchtchev pour les bourgeoisies nationales du Tiers-Monde, avec, enfin, le barrage d'Assouan et les livraisons d'armes, l'âge d'or d'une lecture calquée sur l'Est-Ouest commençait, pour atteindre son apogée lors de la guerre de 1967. Immédiatement après, l'engagement militaire soviétique aux côtés de l'Égypte et de la Syrie devenait direct, et la « guerre d'usure » le long du Canal, une tension Est-Ouest par Levantins interposés.

Mais cette adéquation quasi parfaite du régional et du global, atteinte au lendemain de la guerre de 1967, n'allait guère durer. L'engagement des Etats-Unis aux côtés d'Israël allait certes en se consolidant pour atteindre en 1973 les sommets du fameux pont aérien via les Açores et l'alerte nucléaire du troisième degré et pour aboutir, en 1981, à un traité de coopération stratégique israélo-américain qui, par certains aspects, allait au-delà d'une simple alliance. Mais, paradoxalement, du côté arabe, l'amitié avec l'URSS s'effritait au lieu de se renforcer et les Etats-Unis émergeaient progressivement comme le *go-between* exclusif. Avec le renvoi des experts soviétiques d'Égypte et les accords de Camp David, Moscou se voyait repliée sur des positions en peau de chagrin, auprès de gouvernements (tel celui d'Assad) de moins en moins dociles.

Moscou n'a pas perdu toutes ses cartes, même si Sadate n'a pas cessé d'affirmer qu'au Moyen-Orient Washington disposait de « 99 % » des cartes du jeu. Mais sa position était difficile du fait surtout de la tension syro-palestinienne, du recentrage de la politique irakienne après 1979 et du large virage à droite de l'ensemble du monde arabe. Aujourd'hui, le gorbatchévisme semble s'exprimer en une politique soucieuse de renouer les liens de Moscou avec tous les pays de la région, y compris l'Égypte et Israël, et d'en nouer de nouveaux avec les pays pétroliers de la péninsule arabique. Cela n'est pas de nature à permettre au conflit du Levant de redevenir un décalque de l'Est-Ouest, statut atteint au cours des années 60 et qui paraît de plus en plus n'avoir été qu'une parenthèse dans l'histoire de la région.

L'irruption du religieux

Le substrat religieux, lui, réapparaît, dans le feu et dans le sang, comme une constante du conflit. Le quotidien libanais *As-Safir* du 9 mai 1988 donnait sur une demi-page de publicité les détails d'un concours ouvert par « *les partisans de la révolution islamique en Palestine* » où les concurrents devaient répondre à des questions telles que : « *Que peut être la solution islamique à la question palestinienne ? Quels sont les signes du caractère islamique du soulèvement en cours en Palestine ? Quelle a été l'expérience du prophète Mohammad avec les juifs et pourquoi les militants islamistes d'aujourd'hui crient-ils : Khaybar, Khaybar ô juifs, l'armée de Mohammad est de retour ? La Palestine est souillée par les juifs depuis plus de quarante ans alors que c'est une partie bénite par la terre d'Islam : Quel est le devoir*

des musulmans si un ennemi impie occupe une partie de la terre d'Islam ? » L'adoption du dernier vendredi du mois du Ramadan comme « *journée de Jérusalem* » et les noms des membres du jury indiquent l'inspiration iranienne du concours. La veille, dans le village de Maïdoun dans la plaine libanaise de la Békaa, une confrontation sévère avait eu lieu entre l'armée d'Israël et le Hezbollah pro-iranien. Ce dernier y a perdu plusieurs dizaines de combattants. Pendant ce temps, à Gaza et en Cisjordanie, nombreux étaient ceux qui notaient la coloration de plus en plus islamique du soulèvement palestinien.

Le doute n'est donc plus permis : inspirés ou non par l'expérience iranienne, des Arabes réaffirment la nature religieuse du conflit et l'assument entièrement ; la question de la Palestine devient un volet de la guerre permanente entre l'Islam et les impies, dans ce cas les juifs. La bataille de Khaybar est rappelée pour exciter les esprits : combattre les juifs a déjà été au centre des préoccupations du Prophète ; en combattant Israël, on ne fait que l'imiter. C'est ce que les gagnants du concours précité auront d'ailleurs le loisir d'écouter *ad nauseam*, puisqu'à côté de généreux prix en liquide, les gagnants auront aussi droit à des dizaines de cassettes de prêches par nombre de dirigeants islamistes palestiniens tels qu'Abd al-Aziz Awdeh et As'ad Bayoud At-Tamimi, deux uléma qui avaient été récemment expulsés d'Israël.

La grille de lecture religieuse est en fait concomitante au conflit lui-même : le projet sioniste n'entendait pas favoriser l'installation en Palestine de n'importe quels Européens, comme ce fut le cas de l'Égypte sous le Khédiva Ismael par exemple ou de l'Afrique du Nord coloniale, mais d'Européens qui se distinguaient par une appartenance religieuse particulière et cela devait, tôt ou tard, produire un effet parallèle chez les ennemis d'Israël. Les Arabes ont, néanmoins, dans leur majorité, refusé de glisser sur le terrain de la guerre de religion même si leur discours nationaliste, comme tout discours politique au Moyen-Orient, est peu ou prou porteur d'une charge religieuse. Ce refus d'assumer la dimension religieuse du conflit tenait à plusieurs raisons dont le désir de ne pas s'aliéner l'Occident chrétien dans son ensemble, le fait que la plupart des élites dirigeantes de l'époque avaient été formées en Occident ou du moins par lui, et l'existence d'une importante communauté chrétienne parmi les Palestiniens. La réfutation du sionisme s'est donc faite dans le vocabulaire de l'élite locale de l'époque, c'est-à-dire dans celui de l'Europe des Lumières : moderniste, sécularisant et légaliste. S'y ajoutera ensuite, dans certains milieux, un discours, également élitiste et d'origine européenne, celui de l'anti-impérialisme.

Il serait trop long de revenir ici sur l'islamisation en cours du discours politique arabe, sur ses causes, ses manifestations, et aussi ses limites. Contentons-nous de constater que le conflit avec Israël n'échappe pas à ce mouvement général. Bien au contraire, c'est là un domaine promis selon toute vraisemblance à une acuité plus grande dans l'islamisation du politique. C'est en fait dans ce domaine qu'en 1967, le nationalisme arabe sécularisant et socialisant a trahi sa faiblesse. C'est là que le patriotisme palestinien (façon OLP des origines) a montré son inefficacité. C'est là que l'Autre (Israël) se trouve assumer le plus ouvertement son identité religieuse poussant l'Arabe, dans un jeu de miroirs à l'infini, à exhiber la

sienne. A ceux des Arabes qui préféreraient l'oublier, Begin et le Likoud ont rappelé ce qu'un religieux musulman palestinien des années 30, mort au combat (Izz eddine al-Qassam), ce qu'un religieux chiite du Liban-Sud également mort au combat en 1983 (Ragheb Harb), n'avaient cessé de répéter : combattre Israël est avant tout un devoir religieux. Force est de constater que ces deux « martyrs » sont à présent largement écoutés, au Liban-Sud, à Gaza et en Cisjordanie où les Palestiniens supportent de plus en plus mal le fondamentalisme juif, armé, agressif et jusqu'au-boutiste du Goush Emonim.

Les sociétés arabes malades du conflit

Israël n'est certes pas le seul facteur qui explique cette politisation du religieux, même si son rôle y est important. Israël n'est pas non plus une explication convaincante des innombrables maux qui frappent les sociétés arabes mais son rôle, dans certains cas, n'est tout de même pas négligeable. Par exemple, de nombreux Arabes soucieux de démocratie reprochent à Israël d'avoir favorisé la militarisation excessive de leurs sociétés. Les chiffres sont hélas là pour illustrer à profusion ce phénomène rampant : des armées aux nombres pléthoriques, des dépenses militaires qui dépassent parfois 40 % des budgets nationaux, des militaires qui prennent prétexte du conflit avec Israël pour s'emparer du pouvoir. Une fois installés, ils justifient leur permanence au pouvoir et la répression féroce qu'ils pratiquent par les nécessités de « la solidarité nationale contre l'ennemi sioniste ».

A cette accusation, on a répondu que la militarisation n'était pas propre aux seules sociétés arabes et qu'en tout état de cause, Israël ne saurait être blâmé s'il existait encore des Arabes pour croire un tel discours de prétoire. Force est cependant de constater que si la suprématie militaire israélienne n'est pas la cause de la militarisation des sociétés arabes, elle en est à tout le moins le prétexte habilement utilisé par les faiseurs de coups d'Etat. L'échec des gouvernements civils dans la première guerre de Palestine avait expliqué l'irruption des militaires dans les serralis de la politique. De bonne foi, les Arabes ont cru que les militaires seraient plus efficaces dans une éventuelle revanche. Ce n'est donc pas leur crédulité qu'il faudrait blâmer mais le fait qu'Israël, dès l'origine, s'est imposé par la supériorité de ses armes et que la réplique ne pouvait se faire, bien ou mal, que dans des termes similaires. D'ailleurs, cette supériorité ne se manifestait pas uniquement dans le moral, la technique ou l'organisation, mais même dans la mobilisation : en 1948 déjà, Israël alignait effectivement sur le front plus de soldats que ses ennemis réunis.

Toujours est-il que la suprématie militaire israélienne est une réalité et ce depuis 1948 et que les Arabes n'ont pas cessé d'essayer de s'expliquer leur infériorité militaire persistante, constamment illustrée, et peu affectée par le demi-succès de 1973. Il faut cependant essayer d'expliquer un optimisme arabe assez partagé concernant l'issue finale de ce conflit et qui transparaît même dans les périodes de défaite et de honte. Il y a d'abord bien sûr la croissance démographique des Palestiniens sur le territoire de la Palestine mandataire, et qui pousse inmanquablement Israël dans un dilemme sans solution que l'on peut résumer en quatre questions : comment intégrer deux

millions de Palestiniens sans remettre en cause l'identité de l'Etat hébreu ? Comment leur imposer un apartheid plus ou moins civilisé sans susciter leur révolte ? Comment les expulser de leur patrie sans subir un opprobre sans précédent ? Comment faire accepter à une majorité d'Israéliens récalcitrants la nécessité de voir les Palestiniens établir leur propre Etat ?

D'autres facteurs jouent aussi pour expliquer cet optimisme dont, par exemple, la possession d'armes qui sont en train de diminuer l'impact de la maîtrise exclusive par Israël de l'arme nucléaire, notamment des missiles à longue portée qui sont à présent déployés, ou même fabriqués en Syrie, en Irak, en Egypte et en Arabie Saoudite. D'autres facteurs souvent mentionnés : les succès des Libanais dans leur résistance à l'occupation en 1983-1984, la tendance à l'émigration parmi les Israéliens, l'évolution favorable quoique lente de l'opinion publique mondiale depuis l'invasion du Liban et l'éclosion du soulèvement actuel, et, aussi, l'existence confirmée, quoique minoritaire, d'un camp de la paix en Israël.

C'est ainsi que dans une interview récente, Frank Barnaby, le directeur du SIPRI, s'étonnait de l'indifférence avec laquelle les Arabes ont accueilli les révélations sur la force nucléaire israélienne. Il y a de la légèreté dans cette attitude, mais il y a, pour expliquer cet optimisme de fond, et au-delà des raisons conjoncturelles sus-mentionnées, un profond sentiment que le Levant a été un jour définitivement arabisé et majoritairement islamisé. D'aucuns sont venus contester ce tournant historique d'il y a quinze siècles : les Croisés, les puissances coloniales, et aujourd'hui Israël. Ils ont eu à affronter une résistance passive qui a concédé à ces « étrangers » des victoires aussi éclatantes qu'éphémères car l'Orient arabe aura toujours su, en fin de compte, rétablir l'identité originelle, ou du moins largement majoritaire, de ces contrées.

C'est pourquoi de toutes les grilles que les Arabes ont utilisées pour lire le fait israélien, celle qui continue de dominer est celle qu'inspire le précédent de l'Etat croisé : un fait accompli imposé de l'extérieur et qui porte en lui les germes de sa défaite finale. Il y a beaucoup de fatalisme dans une telle attitude, il y a aussi une survalorisation de l'histoire, une identification absolue et exclusiviste avec la terre. Il y a aussi, et cela me paraît grave, un refus profond de considérer la densité de la société israélienne, comme si Israël pouvait être réduit à sa fonction de relais à l'agression extérieure. Plus loin il y a une espèce d'incapacité à s'insérer, d'une manière satisfaisante pour soi et pour les autres, dans le cours de l'histoire universelle. Le discours répétitif sur la spécificité illustre bien cette incapacité, que le fait israélien, par ses succès arrogants, est loin d'avoir diminuée.

« L'Orient est rien moins qu'immuable, écrivait la correspondante des Débats à Damas en février 1920, mais il procéda toujours dans ses évolutions par de brusques saccades longuement espacées. Entre temps il se repose et comme pour lui les heures, les années et les siècles sont de valeur à peu près égale, il déçoit l'impatience des peuples d'Occident qui l'accusent d'inertie, sans chercher à saisir ce que sa torpeur apparente recèle de préparations tenaces ». Dans ce vacarme de légitimités contradictoires et sans aucun déterminisme du lieu, certains n'oublient pas que cette région du monde a vécu l'essentiel de son histoire dans un cadre impérial, dirigé tour à tour

par des ethnies différentes, hittite ou seljouqide, macédonienne ou ottomane. Ceux-là regardent donc tous ces Etats-nations d'aujourd'hui avec quelque distance, étonnés de constater que les dirigeants de ces unités politiques réduites et vulnérables ne se rendent pas assez compte du caractère historiquement exceptionnel de leur entreprise. Dans l'attente d'une réorganisation politique globale de la région, par voie d'accords ou par le fil de l'épée, ils demeurent sceptiques quant à l'établissement d'une paix réelle entre ces Etats dont la naissance n'a résolu certains problèmes que pour en créer bien d'autres.